

EPISODE 02

Baromètre EY de l'attractivité de la France 2023

La France devant. Et demain ?

19 juin 2023



La France devant. Et demain ?

Malgré les vents contraires, la France a su rester attractive en 2022, faisant montre d'une très belle résilience.

Publiés le 11 mai dernier, les premiers résultats du Baromètre EY 2023 de l'attractivité ont clairement témoigné de la vigueur de ce pouvoir d'attraction, en particulier dans l'industrie et dans l'innovation, tous territoires confondus ou presque. En effet, pour la quatrième année consécutive, l'Hexagone est arrivé en tête du classement européen des destinations d'accueil des IDE en 2022 avec 1 259 nouveaux projets, un nombre en hausse de 3% par rapport à 2021. Forte de cette performance, la France a creusé l'écart avec ses deux concurrents historiques, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Mais, entre les lignes, une évidence apparaît : la cote d'amour de la France est fragile.

La concurrence internationale, les mutations sociétales, technologiques, environnementales en cours, ainsi que les attentes sans cesse renouvelées des entreprises ne permettent aucune certitude. La compétitivité et la capacité d'adaptation de la France restent, comme celles de ses concurrents d'ailleurs, toujours questionnées.

Parce que les critères d'investissement direct changent, les cartes sont clairement rebattues. Que cherchent dès à présent les dirigeants internationaux ? Une combinaison de pragmatisme, sous le signe de la compétitivité, de la rentabilité, de la sécurité, de la rapidité, mais aussi de durabilité qui passera par l'accélération de la décarbonation, une meilleure lecture des enjeux territoriaux et sociétaux, une agilité face aux crises à rythme rapide.

Dans une quinzaine de domaines stratégiques, nourris d'échanges avec des centaines de dirigeants, nos spécialistes de l'accompagnement des entreprises et des acteurs publics ont sélectionné les axes qui permettront à la France de répondre aux défis des prochaines années. En voici quelques-uns, qui rythment ce nouveau chapitre de notre rapport.

Être plus compétitif, d'abord. À court terme, la France et l'Europe doivent trouver de nouvelles armes pour rester performantes dans un contexte inflationniste, s'adapter aux nouveaux paradigmes énergétiques et répondre à la concurrence des États-Unis que symbolise l'*Inflation Reduction Act*. En France, au-delà des réformes menées depuis plus de dix ans pour redresser notre compétitivité, les chantiers touchant aux prélèvements obligatoires et à

la simplification administrative doivent être poursuivis pour continuer à réduire la pression qui pèse sur nos entreprises.

Faire évoluer nos talents, ensuite. Notre système éducatif semble aussi critiqué en France qu'il est réputé hors de nos frontières. Les dirigeants internationaux louent sa capacité à former des esprits « rebelles », qui doutent et remettent en cause les idées reçues. Renverser les tables est l'une des composantes de la « *French Touch* » dont souhaitent profiter les investisseurs étrangers lorsqu'ils s'implantent chez nous. Cependant, ce seul talent ne suffit pas. Imprégné de l'esprit des Lumières, notre modèle éducatif ainsi que les parcours de formation continue doivent évoluer car notre marché du travail est depuis trop longtemps déséquilibré et les besoins en nouvelles compétences sont gigantesques.



Eric Fourel
Président d'EY
en France



Marc Lhermitte
Associé EY

Compétitivité

1 2

La France devant. Et demain ?

Poursuivons avec la French Tech. La France a su se donner une image plus entrepreneuriale, mais trop peu de start-up parviennent à changer d'échelle. Manque de moyens financiers ? Pénurie de talents ? Complexité administrative ? Marché national trop restreint ? Travailler sur chacun de ces facteurs, afin de donner envie de prendre des risques en France doit permettre à nos entrepreneurs de jouer plus sérieusement des coudes avec leurs concurrents internationaux.

Autre sujet de vulnérabilité, celui des sièges sociaux. Le Baromètre EY a montré que la France restait distancée par le Royaume-Uni, malgré les difficultés liées au Brexit. La situation apparaît d'autant plus inquiétante qu'à peine 10% des dirigeants prévoient d'implanter ou d'étendre en France leurs centres de décision au cours des trois prochaines années. Regardons comment s'y prennent Londres, Amsterdam, Dublin ou Bruxelles pour proposer aux investisseurs étrangers une fluidité administrative et des aménagements fiscaux qui améliorent leur rentabilité tout en optimisant la rémunération de leurs équipes.

Enfin, dans le domaine de la transition écologique, la France a déjà entamé sa mutation. Sur le sujet critique, mais pas unique, de l'énergie, la stratégie française consistant à donner la priorité au nucléaire et aux énergies renouvelables fait consensus. Déjà plébiscitée pour sa capacité à décarboner son électricité, la France devrait encore gagner des points auprès des investisseurs, rendus peut-être un peu perplexes par les mesures contenues dans la loi climat et résilience votée en août 2021. En effet, si ce texte témoigne de la volonté de la France de devenir un acteur majeur des transitions écologiques, il indique également que cet engagement ne se fera pas à n'importe quel prix, ce qui peut questionner, à tort ou à raison, l'attractivité future de notre économie.

Dans ce contexte catégoriquement incertain, **quelles sont les promesses faites par la France de 2023 ?** Comment peut-elle conserver la confiance des 20 000 entreprises à capitaux étrangers qui en ont fait une terre d'élection et en séduire de nouvelles ? Quels sont les possibilités, les opportunités, les choix qui doivent être érigés en priorité par le

gouvernement, faire consensus dans le corps social, être déployés par les entreprises et les forces vives du pays, ici et ailleurs ?

À beaucoup d'égards, toutes ces épreuves s'apparentent à des « jeux olympiques de l'attractivité ». Comme à Paris en juillet 2024, la France doit faire la démonstration de sa capacité à être compétitive, compétente, audacieuse, dans un climat apaisé et festif.

À nous de faire de ce test une formidable vitrine de la France attractive.

RETROUVEZ LES AVIS D'EXPERTS EY

- ① Innovation et IA
- ② Entrepreneuriat et PME
- ③ Compétences et infrastructures
- ④ Compétitivité et industrie
- ⑤ Fiscalité et sièges sociaux
- ⑥ Transition écologique et énergétique
- ⑦ Récit européen et mondial
- ⑧ Simplification et action publique

L'étude de référence sur la réalité et la perception de l'attractivité de la France

En France, selon l'INSEE, 16 800 entreprises sont sous contrôle étranger (1%), emploient 2,2 millions de personnes (13% de l'emploi salarié) et contribuent à environ 20% du PIB, 25% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles.

Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international.

Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d'entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs, et ce dans plus de 50 pays.

1 L'enquête auprès de 204 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers, menée entre le 15 février et le 15 mars 2023

La perception et les attentes des décideurs internationaux en matière d'attractivité pour la France ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de 204 décideurs internationaux du 15 février au 15 mars 2023. Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissement étranger ont été interrogés dans 23 pays, en anglais.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issus de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.

2 Le recensement des projets d'investissement étranger annoncés en 2022, en France et en Europe

Depuis 1997, l'*EY European Investment Monitor* (EIM) recense le nombre de projets d'investisseurs étrangers dans une quarantaine de pays européens, y compris en Turquie. Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie. Ces flux d'implantations et d'extensions se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité, certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques (tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration). D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets.

Ainsi, celle de Business France intègre, en plus des emplois créés, les emplois maintenus par les investisseurs étrangers en France, ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur trois ans. À l'inverse, l'*EY European Investment Monitor* se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (44 en 2022). Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Principales autres sources :

EY (Knowledge, FDI Center of Excellence), Bpifrance, Business France, Eurostat, FMI, International Federation of Robotics, INSEE, OCDE, OCO, OFCE, Oxford Economics, Trendeo, UNCTAD.

POURQUOI ALLER PLUS LOIN ?

Si la France veut maintenir et renforcer sa position de terre d'accueil des investissements internationaux, elle doit prendre en compte le contexte économique, mais aussi les changements du monde, capitaliser sur ses atouts, résorber ses handicaps et s'adapter aux projets des entreprises, elles-mêmes en pleine transformation.

1 ②

Juste avant Choose France, EY annonçait que la France avait conservé la 1^{re} place européenne en 2022, profitant des handicaps de ses concurrents, et ce malgré un contexte mouvementé

- ▶ En 2022, avec 1 259 implantations ou extensions annoncées, la France reste le pays le plus attractif d'Europe en nombre de projets d'investissement étranger pour la quatrième année consécutive.
- ▶ Le Royaume-Uni continue de décrocher à cause du Brexit et l'attractivité de l'Allemagne est limitée par un faible taux de chômage, des coûts salariaux élevés et la difficulté pour les entreprises étrangères de pénétrer les chaînes industrielles.
- ▶ L'industrie est (re)devenue un moteur de l'attractivité de la France : 4 projets sur 10 en 2022 (547 sur 1 259) sont une implantation ou une extension d'usine et la disponibilité d'énergie décarbonée reste, malgré la crise énergétique actuelle, le principal atout de la France pour les dirigeants industriels.
- ▶ La France est « championne d'Europe de l'innovation » : avec 144 centres de R&D accueillis, elle devance nettement le Royaume-Uni et l'Allemagne.
- ▶ Les projets accueillis en 2022 semblent davantage épouser les impératifs de transformation de notre économie et plus précisément de notre industrie (production de véhicules électriques et hybrides, amorce d'un mouvement de relocalisation dans certaines filières).
- ▶ La volonté d'investir en France en 2023 reste forte : près des deux tiers des dirigeants (61%) ont des projets immédiats d'investissement en France en 2023.

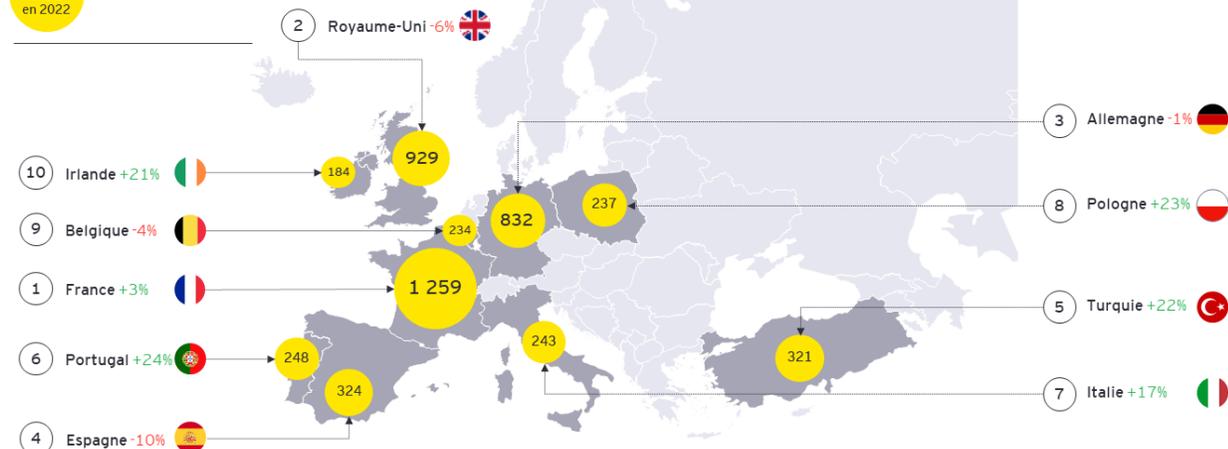
LES DONNÉES EY

10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2022 - EN NOMBRE DE PROJETS

LÉGENDE :

rang → Pays Variation 21/22

Nombre d'IDE en 2022



Sources : EY European Investment Monitor 2023, enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

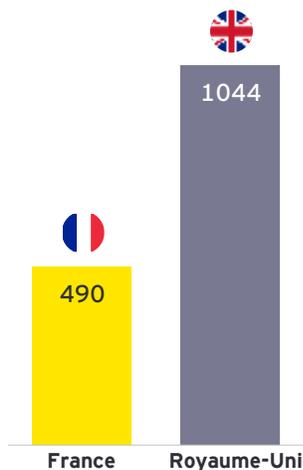


Pour autant, les données de l'investissement et l'enquête auprès des dirigeants indiquaient clairement la nécessité du renforcement de cette position fragile

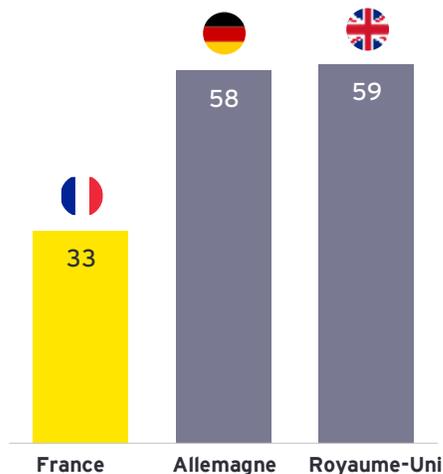
- ▶ Une grande partie de ce flux de projets annoncés en 2022 s'explique par un phénomène de **rattrapage**, après des années difficiles pour l'attractivité de la France (2000-2015).
- ▶ **Les emplois** apportés par les projets diminuent de 15% entre 2021 et 2022. En moyenne, les investissements étrangers créent également moins d'emplois en France (33 par projet) que dans le reste des principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe (58 en Allemagne, 59 au Royaume-Uni).
- ▶ La France doit faire mieux sur les **centres de décision** car elle reste distancée par le Royaume-Uni qui a su fixer 133 quartiers généraux en 2022 contre 78 pour l'Hexagone. La situation apparaît d'autant plus inquiétante qu'à peine 10% des dirigeants prévoient d'implanter ou d'étendre leurs centres de décision en France au cours des trois prochaines années.
- ▶ Après plusieurs années de forte croissance, le développement des **plateformes logistiques** subit un coup d'arrêt. Le manque de foncier et la lourdeur des procédures administratives sont en cause.
- ▶ Dans **les services**, l'impact du travail à distance se fait toujours ressentir, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'emploi et le marché immobilier.
- ▶ Pour 2023, la volonté d'investir dans l'Hexagone reste forte, mais **l'instabilité actuelle incite à la prudence** : 46% des dirigeants interrogés affirment que leurs projets d'investissement en France pour l'année 2023 seront notamment impactés par la hausse des taux d'intérêt et le resserrement de l'accès aux financements.

LES DONNÉES EY

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LES CENTRES DE DÉCISION EN FRANCE ET AU ROYAUME-UNI ENTRE 2013 ET 2022



NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET EN 2022 EN FRANCE, AU ROYAUME-UNI ET EN ALLEMAGNE

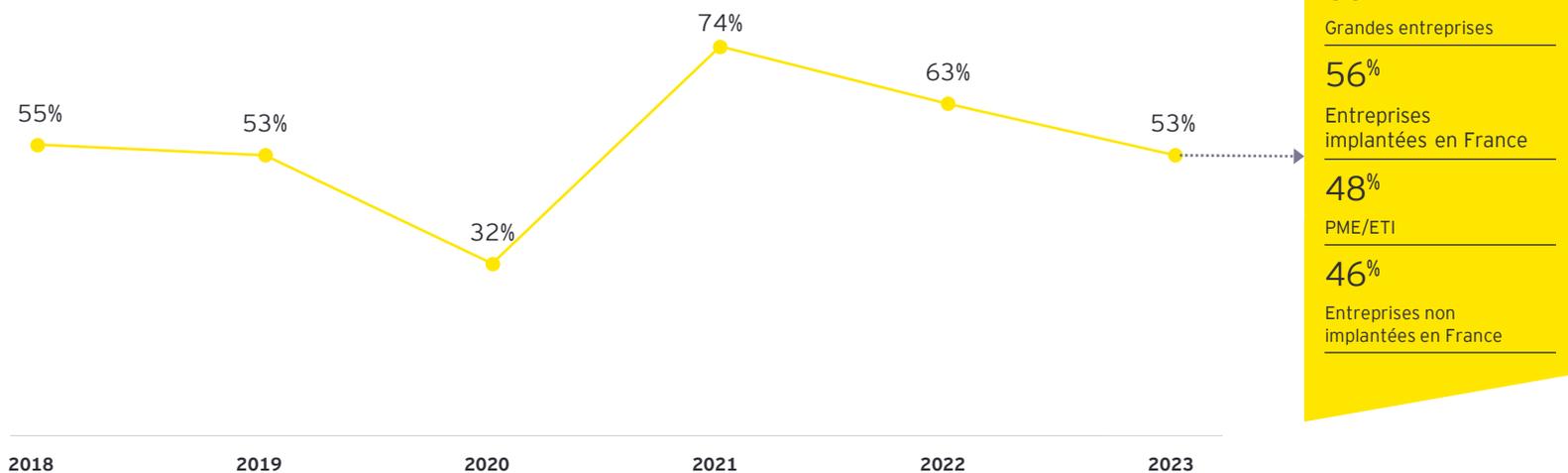


Sources : EY European Investment Monitor 2023, enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

Les perspectives d'amélioration à trois ans témoignent de l'inquiétude des dirigeants à l'égard de l'Hexagone

Alors qu'ils étaient 74% en 2021 et 63% en 2022 à estimer que la situation ne pouvait que s'améliorer, ils ne sont plus que 53% début 2023. Les tensions politiques et sociales ont pu conduire les dirigeants internationaux à s'interroger sur la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes permettant d'améliorer la compétitivité, réduire l'endettement et le déficit commercial, soutenir l'investissement « *made in France* », mais également investir dans les infrastructures de santé et d'éducation.

PART DES DIRIGEANTS ESTIMANT QUE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE VA S'AMÉLIORER AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES



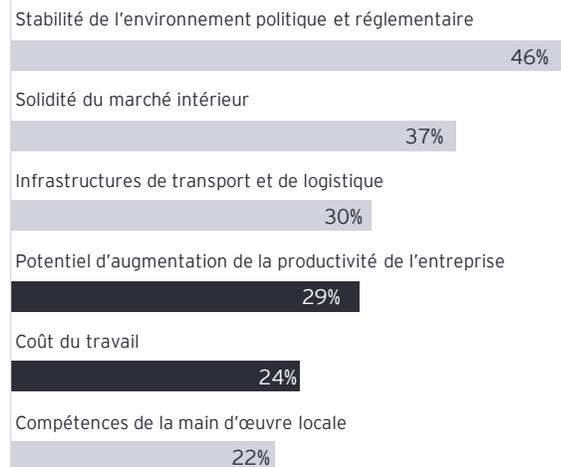
Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

Une nouvelle combinaison de pragmatisme et durabilité commande désormais les stratégies d'investissement et de localisation

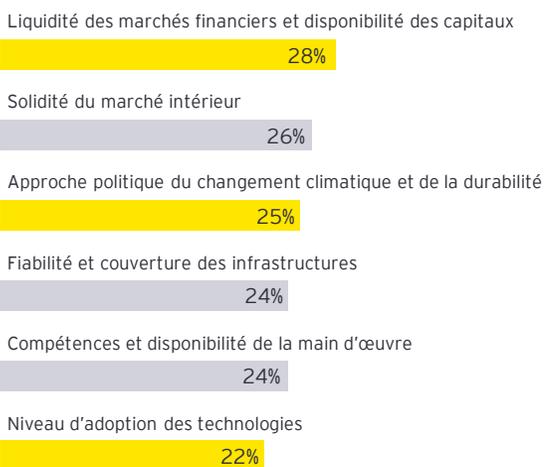
PARMI LES CRITÈRES SUIVANTS, LESQUELS SONT LES PLUS IMPORTANTS AU MOMENT DE CHOISIR UN PAYS DANS LEQUEL INVESTIR ? (JUSQU'À TROIS CHOIX POSSIBLES)
PRINCIPALES RÉPONSES

■ Facteur moins présent ■ Facteur toujours présent ■ Facteur nouveau

2015



2023



Face aux tensions sur leurs marchés et leurs *supply chains*, aux tensions énergétiques et financières, mais aussi pour répondre aux transformations techniques et technologiques qu'impose la transition écologique, les entreprises modifient leur stratégie en matière d'implantation.

Certes, elles sont loin d'avoir renoncé à un certain pragmatisme - créer de la valeur à court et moyen terme, être en capacité de réaliser les investissements nécessaires à leur croissance, recruter - ni à leurs exigences d'efficacité, de compétitivité, de rapidité et de stabilité vis-à-vis des pays et des territoires qui les accueillent.

Toutefois, les dirigeants que nous avons interrogés incluent désormais au sein de leurs critères d'implantation des facteurs liés à la durabilité. Preuve en est, l'approche politique du changement climatique est désormais le 3^e critère le plus étudié au moment de choisir un pays dans lequel investir.

Il s'agit notamment de faire preuve de résilience face aux crises à répétition, de protéger les chaînes d'approvisionnement ou encore de s'adapter à la rareté de certaines ressources.

Note : question posée dans le cadre du Baromètre EY de l'Attractivité de l'Europe 2023
Source : enquête auprès de 508 dirigeants internationaux (1^{er} février - 20 mars 2023)

Pour l'avenir, les dirigeants expriment leur attachement au « site France », mais proposant aussi des axes d'amélioration de son attractivité, dans un contexte évolutif

- Innovation** : pour la 3^e année consécutive, les dirigeants étrangers font des activités de haute-technologie et d'innovation le grand différenciateur d'allocation future de leurs investissements.
- Compétences** : sans surprise, alors que la concurrence fait rage à travers le monde pour attirer la matière grise, retenir et fidéliser les talents, l'accès aux compétences gagne en importance aux yeux des dirigeants étrangers (4^e priorité en 2022, 2^e priorité cette année).
- Compétitivité** : tout en poursuivant les chantiers nécessaires au redressement de notre compétitivité, les dirigeants interrogés estiment que tout l'exécutif doit s'attaquer à la maîtrise de l'inflation et à la réduction de la dette publique.
- Fiscalité** : selon les investisseurs étrangers, malgré les récentes réformes entreprises, la France doit continuer à réduire l'écart en matière de fiscalité. La diminution de la pression fiscale se maintient parmi les 5 grandes priorités de notre Baromètre 2023.
- Industrie** : soutenir les PME (19%) et les industries en difficulté (13%) ou encore protéger les chaînes d'approvisionnement et la souveraineté industrielle (13%) participent d'un même souhait, celui de soutenir et d'encourager le « *made in France* » à s'exprimer avec plus de force.
- Énergie** : les investisseurs étrangers interrogés par EY estiment que la fourniture d'une énergie décarbonée, fiable et souveraine, doit être au cœur du développement économique et social de notre pays.
- Transition écologique** : la durabilité influencera à l'avenir leurs décisions de localisation (3^e critère pour choisir un pays dans lequel investir) et les entreprises doivent faire en sorte que cette priorité soit partagée.

SELON VOUS, OÙ LA FRANCE DEVRAIT-ELLE CONCENTRER SES EFFORTS AFIN DE MAINTENIR SA POSITION CONCURRENTIELLE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ? JUSQU'À TROIS CHOIX POSSIBLES

Évolution du rang vs. 2022 ↓ ↑ →

		% en 2022
Soutenir les industries de haute-technologie et d'innovation	42% →	49%
Faciliter l'accès aux compétences	27% ↑	28%
Permettre à la réglementation de suivre le rythme des ruptures technologiques	25% ↑	24%
Maîtriser l'inflation	25% N/A	N/A
Réduire la fiscalité	22% ↓	26%
Soutenir les petites et moyennes entreprises	19% →	16%
Développer des solutions énergétiques/sources d'approvisionnement compétitives	15% N/A	N/A
Réduire la dette publique	14% ↑	6%
Protéger les chaînes d'approvisionnement et la souveraineté industrielle	13% N/A	N/A
Soutenir les industries en difficulté	13% →	12%
Investir dans les grandes infrastructures et les projets urbains	13% ↓	15%
Réduire le coût du travail	11% ↓	13%
Faciliter l'accès au crédit	11% ↑	6%
Améliorer les systèmes social et de santé	11% ↑	7%
Développer l'éducation et les compétences	10% ↓	12%
Encourager les politiques et les pratiques en faveur de l'environnement	9% ↓	14%
Améliorer la qualité de vie des travailleurs dans les villes	8% ↓	11%
Assouplir les règles de concurrence	7% ↓	7%

Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Innovation et IA, compétences et infrastructures, entrepreneuriat et PME, compétitivité et industrie, fiscalité et sièges, transition écologique et énergétique, récit européen et mondial, action publique et simplification

Les experts EY s'expriment sur les priorités des dirigeants internationaux et plaident pour une transformation de l'attractivité de la France.

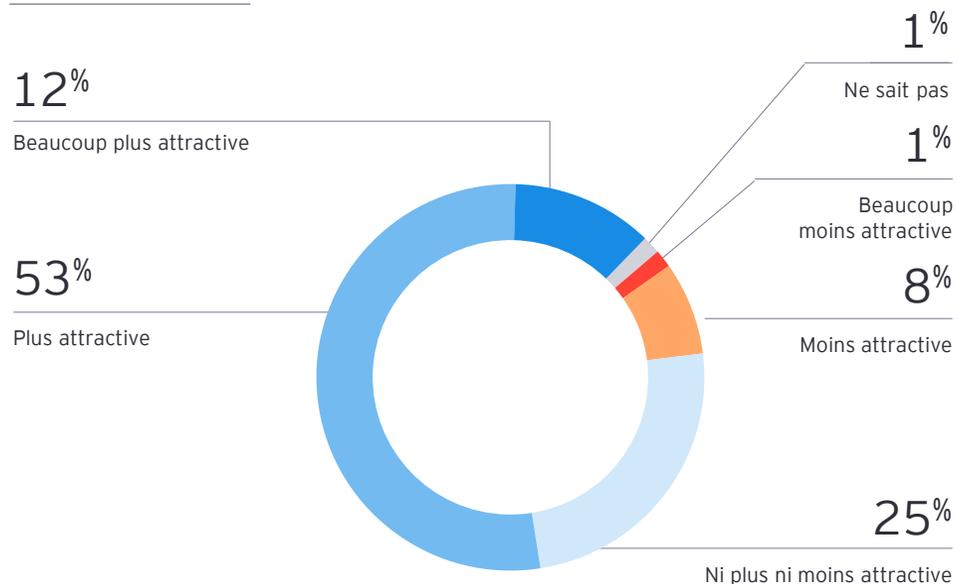
① ②

LES DONNÉES EY

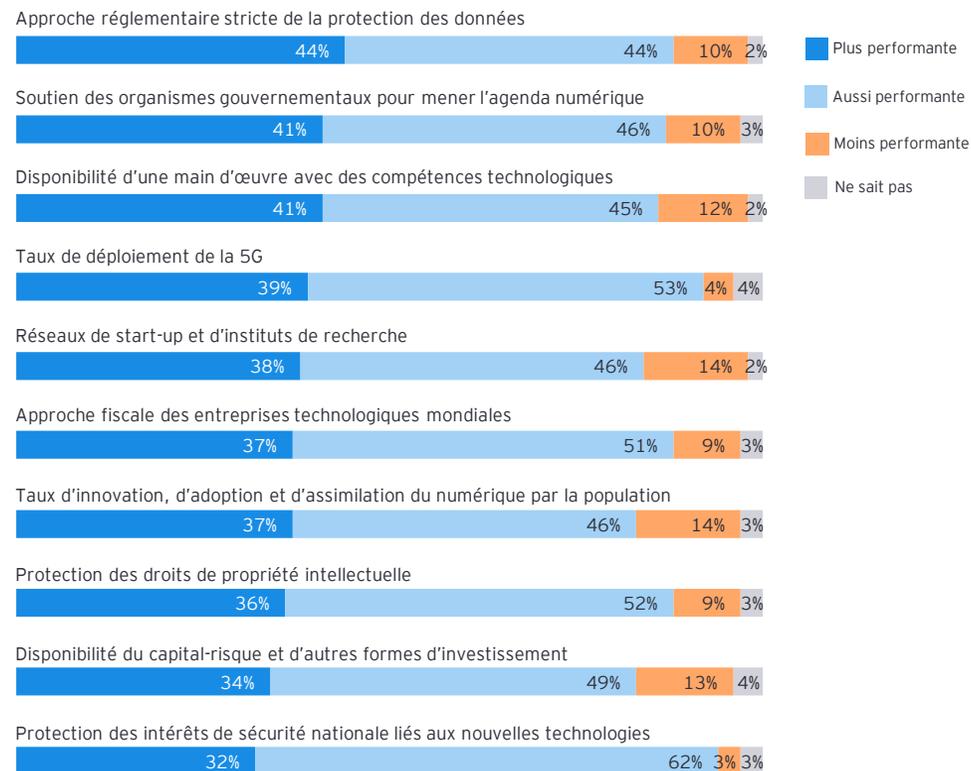
La position de la France dans l'économie européenne de l'innovation se confirme, mais elle doit travailler sur la réglementation et le financement

Les investisseurs étrangers voient la France comme une terre d'innovation. En effet, dans ce domaine, 65% de ceux que nous avons interrogés considèrent notre pays plus attractif que ses principaux concurrents, soit 4 points de plus que l'année dernière, à pareille époque. Notre enquête indique toutefois que la France peut encore s'améliorer en matière de protection des droits de propriété intellectuelle et de disponibilité du capital-risque et d'autres formes d'investissement.

EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIE, LA FRANCE EST-ELLE UNE DESTINATION PLUS ATTRACTIVE QUE LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?



S'AGISSANT DES FACTEURS TECHNOLOGIQUES SUIVANTS, COMMENT JUGEZ-VOUS LA PERFORMANCE DE LA FRANCE EN COMPARAISON AVEC LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?



Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'AVIS DES EXPERTS EY



Stéphane Distinguin

Associé, EY Fabernovel

“ L’innovation européenne et française bute encore sur des faiblesses endémiques

En France, l’innovation a fait des progrès spectaculaires ces dernières années. Mais, cela est loin d’être suffisant et nous avons encore de nombreuses faiblesses à corriger, dans l’Hexagone et en Europe.

Le marché unique numérique n’a fait émerger aucun champion européen, et donc français. Ainsi, les utilisateurs, particuliers ou professionnels, ont beaucoup de mal à appliquer les préceptes de la souveraineté.

Nous manquons encore cruellement d’acteurs de référence, a fortiori dans un moment où la Commission a décidé de s’opposer aux projets d’acquisitions des GAFAM. Ce qui laisse d’ailleurs présager des difficultés de financement à venir, au-delà de la remontée des taux qui pèse sur le financement des entreprises technologiques et de croissance.

Nous avons encore du mal à sélectionner nos secteurs de prédilection, ce qui nous pousse à « saupoudrer » nos aides ou à soutenir des secteurs en fonction d’un désir politique plutôt qu’une vraie pertinence stratégique.

Le choc de simplification pour les aides à l’innovation n’a pas eu lieu. Au contraire, les nouveaux grands plans de relance se sont ajoutés aux dispositifs déjà très nombreux. En France, la BPI concentre toujours plus sans pour autant que de précédentes organisations soient arrêtées. À titre d’exemple, les pôles de compétitivité ont été renouvelés bien que pourtant considérablement démonétisés, *a fortiori* depuis la création des métropoles « French Tech ».

Nous pouvons louer la croissance des formations aux métiers du numérique, le plan massif pour la réforme du bac professionnel annoncée, mais l’articulation entre le monde de la recherche et celui de l’entreprise n’a pas progressé et les modèles anglais tels que celui de Cambridge, ou allemand, à l’exemple du Fraunhofer, nous dominent encore.



Stéphane Distinguin

Associé, EY Fabernovel



Arnaud Laroche

Associé, EY

“ Une approche stratégique de l’IA est essentielle pour en faire une des armes de l’attractivité de la France pour les prochaines décennies

Hugging Face est sans aucun doute une des plus belles start-up de la vague intelligence artificielle de ces dernières années. Inconnue du grand public aveuglé par l’énorme succès de Chat GPT, elle a pourtant révolutionné le traitement du langage naturel et sa plateforme permet aux utilisateurs de partager des modèles d’apprentissage automatique et des ensembles de données uniques.

Elle porte des valeurs que nous chérissons en France : ouverture, partage, indépendance. Ce qui n’est pas surprenant quand on sait qu’elle a été créée... par trois Français. Pour cette nouvelle vague d’innovation technologique, comme pour les précédentes, et pour arriver aussi vite à convaincre des milliers d’entreprises clientes et atteindre 2 milliards de dollars de valorisation, ces entrepreneurs sont pourtant partis aux États-Unis.

À défaut de les convaincre à revenir, regardons ce que Hugging Face envisage de faire avec les 100 millions de dollars de sa dernière levée de fonds. C’est un plan pour la France à plus petite échelle : recruter d’excellents ingénieurs en France, ce qui suppose aussi de les former ; attirer des experts internationaux de très haut niveau ayant fait carrière dans les plus grandes entreprises du

secteur ; établir un partenariat étroit de recherche avec l’INRIA ; insister sur sa différence, ici l’ouverture, open source et open science, à la différence d’Open AI et ses boîtes noires...

L’éthique et les questions sociales et de réglementation que soulèvent l’intelligence artificielle et ses usages sont aussi un domaine dans lequel nous pourrions développer notre leadership. On peut sourire en rappelant la boutade : les États-Unis inventent, des Chinois répliquent et les Européens taxent et régulent. Régulation et partage de la valeur qui prennent leur sens quand de nombreux experts appellent à un moratoire des développements de ces technologies ou a minima à leur contrôle par la loi car nous devons engager ces efforts pour une intelligence artificielle mieux appréhendée par ses parties prenantes, plus consciente et plus éthique.

L'AVIS DES EXPERTS EY


Franck Sebag

Associé, EY

“ Devenir le principal pôle entrepreneurial sur les technologies de rupture et préparer la croissance des vingt prochaines années

La France a opéré ces dix dernières années une profonde mutation de son écosystème entrepreneurial. Nous avons ainsi vu apparaître une nouvelle génération d'entrepreneurs avec l'apparition des start-up de la *French Tech*.

Au cours de cette période, en France, le nombre de start-up est passé d'un millier à plus de 15 000 et les levées de fonds de 900M€ à 13,5 Mds. À l'origine, ces entreprises émergentes et innovantes ont alimenté des cohortes de scale-up qui progressivement se transforment en entreprises innovantes de taille Intermédiaire et, pour les plus talentueuses, en véritables leaders mondiaux.

Malgré les perceptions encore vivaces, la France a réussi à se hisser parmi les dix écosystèmes mondiaux les plus attractifs. La progression est remarquable, mais les enjeux des prochaines années sont immenses :

- ▶ **Financement** : afin de pouvoir soutenir la croissance de nos entreprises phares ainsi que l'émergence de nos nouveaux champions, il sera nécessaire de passer par une mobilisation plus forte de l'épargne et des investissements privés afin de limiter notre dépendance aux fonds étrangers et avoir des horizons plus longs d'investissements.
- ▶ **Régulation** : nous sommes à l'aube de plusieurs

révolutions majeures, que cela soit celle de l'IA générative ou de la transition énergétique. Il est impératif d'être agile sur les nouvelles régulations. Nous avons la fâcheuse habitude d'une hyper régulation qui freine les mutations des entrepreneurs européens, les empêche de se battre à armes égales avec leurs homologues américains et asiatiques, plutôt que de faciliter leur croissance et le maintien de leurs forces vives en France et en Europe.

- ▶ **Éducation** : la première barrière à la croissance des start-up réside dans la capacité à trouver les bons talents. L'économie de rareté dans laquelle nous vivons se traduira de plus en plus sur la thématique de l'emploi et celles des nouvelles compétences. Afin de parer à cette situation, il est crucial de réformer notre système éducatif - à tous les niveaux - afin de le rendre plus agile et plus proche des besoins des entreprises et des métiers issus de ces technologies de rupture.
- ▶ **Industrie** : à la naissance de la *start-up nation*, les entrepreneurs se focalisaient quasi-uniquement sur le digital. Toutefois, nous voyons apparaître de plus en plus de start-up industrielles vertes. L'accélération de ce phénomène est un véritable enjeu car il permettrait de mener à bien l'immense chantier que représente la réindustrialisation de la France.


Antoine Moittié

Associé, EY

“ Une France au combat pour les entrepreneurs est une France plus agile, plus formatrice et plus compétitive

Écoutons les entrepreneurs ! Partout, les dirigeants d'ETI (Entreprises de taille intermédiaire) et de PME nous disent que la complexité administrative, le recrutement et la fiscalité restent des freins considérables au développement de ces entreprises qui, rappelons-le, emploient plus de 10 millions de personnes en France.

Tendre l'oreille est d'autant plus impératif que, même dans des secteurs pourtant considérés comme stratégiques pour l'avenir du pays (énergie, industrie, logistique), nombreux sont les décideurs qui sont découragés par l'enchevêtrement des contraintes administratives. Résultat ? Certains décident de développer leurs activités à l'étranger. Certes, de nombreux dispositifs d'aide existent pour accompagner la croissance et la transformation opérationnelle des ETI/PME. Il convient de s'en réjouir. Mais les acteurs publics doivent travailler avec les chefs d'entreprises et leurs instances de représentation afin de mieux comprendre quels sont leurs besoins, mais aussi leurs capacités, et adapter leur soutien en conséquence. Ils doivent aussi s'assurer que l'accès à l'aide ne nécessite pas un volume conséquent de temps et de moyens, car beaucoup de ces entreprises n'en disposent tout simplement pas.

Par ailleurs, la question des compétences est un - sinon le - chantier majeur des années à venir. Selon le dernier baromètre Bpifrance/Rexecode, près de 80% des TPE et des PME qui souhaitent embaucher sont confrontées à des difficultés de recrutement ; et le constat est identique pour les ETI sur l'ensemble des territoires. Il s'agit, de loin, du premier frein à l'activité de ces entreprises, qui font face à l'absence de candidats, mais aussi à l'inadéquation des prétendants avec les postes proposés, en raison d'un manque d'expérience et de qualification. Là aussi, une analyse en continu des besoins en compétences, par bassin d'emploi, permettra de combler au plus près les métiers en carence aujourd'hui et les failles dans les métiers de demain.

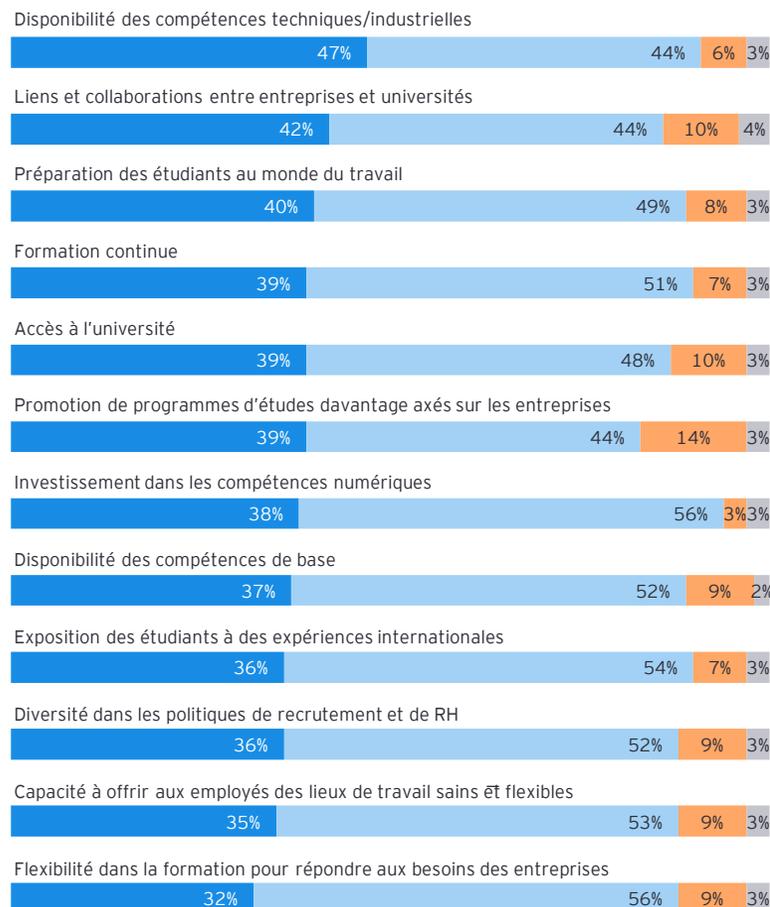
Enfin, pour soutenir nos PME industrielles, poursuivons nos efforts en matière de fiscalité. Prenons l'exemple de la baisse récente des impôts de production. Cet effort doit être poursuivi. Toujours selon Rexecode, l'évolution des prélèvements nets sur l'industrie manufacturière depuis 2019 est un facteur plutôt favorable pour la France, mais les impôts de production restent en France à un niveau comparativement élevé. Poursuivre l'allègement de la pression fiscale sur les entrepreneurs industriels est donc indispensable si l'on veut accélérer la réindustrialisation de notre pays.

LES DONNÉES EY

La France des talents et des infrastructures est appréciée des investisseurs étrangers, mais elle doit améliorer leur agilité et leur disponibilité

Avec 56% d'avis favorables, et seulement 8% d'avis négatifs, le regard des investisseurs étrangers sur nos compétences et nos talents est plutôt éloquent sinon flatteur. Notons toutefois que des efforts restent à produire pour lui donner de la flexibilité, de la diversité, ainsi qu'une ouverture à l'international et au numérique. Au plan des infrastructures, autre « grand actif » de l'offre France, les dirigeants sont attentifs au maintien de la fiabilité et des investissements publics.

S'AGISSANT DES FACTEURS SUIVANTS RELATIFS AUX RESSOURCES HUMAINES, COMMENT JUGEZ-VOUS LA PERFORMANCE DE LA FRANCE EN COMPARAISON AVEC LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?



Parmi les critères suivants, lesquels sont les plus importants au moment de choisir un pays dans lequel investir ? (jusqu'à trois choix possibles)



des dirigeants placent la fiabilité et la couverture des infrastructures parmi leurs principaux critères au moment de choisir un pays dans lequel investir

Selon vous, où la France devrait-elle concentrer ses efforts afin de maintenir sa position concurrentielle dans l'économie mondiale ? (jusqu'à trois choix possibles)



des dirigeants estiment que la France doit investir dans de grands projets d'infrastructures afin de maintenir sa position concurrentielle dans l'économie mondiale

Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'AVIS DES EXPERTS EY



Jérôme Fabry

Associé, EY-Parthenon

“ Métiers de demain, formations d'aujourd'hui : l'imagination au pouvoir

Avant tout, soulignons les atouts français, souvent reconnus dans le monde plus qu'à l'intérieur de nos propres frontières. Notre système d'enseignement professionnel et supérieur est jugé de très haut niveau. Nos chercheurs occupent souvent les premiers rangs des classements internationaux, remportent des distinctions prestigieuses et montrent chaque jour que la « *French Ed* » rivalise avec les meilleures au monde.

Cependant, n'oublions pas que les filières les plus techniques et les plus opérationnelles sont, elles, en difficulté. Le déficit d'image auprès des jeunes générations n'a jamais été aussi élevé, ce qui crée des failles de compétences dans certains secteurs. À l'heure où nous voulons réindustrialiser le pays, il est temps de se doter d'un plan ambitieux pour accroître l'attractivité des filières les plus affectées et de redoubler d'imagination.

N'oublions pas non plus qu'1,4 million de jeunes Français ne sont ni employés, ni en études, ni en formation. C'est aussi pour eux qu'il faut redoubler d'efforts et accroître les investissements. Prenons exemple sur l'Ecole de l'Engagement qui donne aux plus défavorisés et aux plus éloignés de l'emploi les clés de base d'un CV et des possibilités d'emploi sur leur territoire, d'une mise en situation professionnelle ou la préparation d'un entretien.

Enfin, notre pays n'est pas suffisamment préparé aux enjeux des métiers de demain. Tous secteurs confondus, 60% des salariés n'ont aujourd'hui pas les compétences requises pour accompagner la transition digitale de leurs employeurs. Autre chiffre éloquent : d'ici 2030, 1,5 million de talents numériques manqueront à la France pour répondre à ses propres besoins.

La montée en compétences doit être, c'est aussi banal qu'urgent de le redire, la « priorité des priorités ». Permettre aux forces vives du pays de s'adapter aux enjeux de demain, renouveler le contenu des parcours académiques, redoubler d'imagination et d'expérimentation partout où cela est possible.

Bonne nouvelle, les idées sont nombreuses et elles émanent souvent des entreprises elles-mêmes, investies dans leur propre appareil de formation et collaborant au quotidien avec l'écosystème éducatif de leur région. Au fil des conversations avec les dirigeants de filiales en France réunies autour des « États de la France », tour d'horizon de quelques pistes qui s'ajoutent à l'appareil existant et aux récentes campagnes de valorisation des métiers industriels et à la reconversion des salariés.

Le développement des structures de formations adaptées aux technologies de rupture, à l'image du lancement de l'académie européenne des batteries électriques en 2021, pourrait être amplifié en multipliant les partenariats avec d'autres filières en fortes mutations, telles que le bâtiment avec les chantiers à faible impact environnemental, l'énergie avec l'hydrogène, ou encore l'industrie avec les machines à commande numérique.

L'apprentissage dès l'âge de 16 ans et la création d'un contrat d'apprentissage pour la reconversion professionnelle, sans limite d'âge pourraient être des solutions pour mieux orienter jeunes et plus expérimentés vers des métiers en tension.

Autre exemple, il est important de faire évoluer notre droit et nos processus de relation sociale afin de nous adapter à l'hybridation du travail ou à l'explosion du *freelancing*. Beaucoup de dirigeants sont convaincus que ces évolutions vers plus de flexibilité permettront de forts gains de compétitivité pour les entreprises et pour l'économie française en général, grâce à la localisation en région et à l'agilité induite par des collaborateurs de plus en plus indépendants, souvent à distance, capables de s'adapter en continu aux fluctuations des marchés et des rythmes d'activité.



Stéphane Manoukian

Associé, EY

“ Investir dans les grands projets d'infrastructures, un défi majeur pour les années à venir

Dans les années à venir, les besoins d'investissement dans les infrastructures, portés notamment par les transitions écologique et numérique, sont très significatifs et très attendus. C'est une attente importante de la population, mais aussi de la part des entreprises qui le rappellent régulièrement dans le Baromètre EY de l'Attractivité.

L'État et les collectivités locales devront investir massivement dans les grands projets de transport public (RER métropolitains, nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse, etc.), mais aussi dans la rénovation énergétique, les infrastructures d'eau et d'assainissement, ou encore le numérique. Ces investissements interviennent dans un contexte financier tendu, caractérisé par une dette publique importante et une augmentation des taux de financement.

Les pouvoirs publics se retrouvent confrontés à deux problématiques majeures : comment financer ces investissements ? Comment les réaliser ?

Le financement est une question clé. L'État a mis en place des grands programmes comme France 2030 pour impulser des projets. Toutefois, les grandes infrastructures de transport comme celles liées à la transition énergétique sont très capitalistiques et peu génératrices de recettes propres. Le recours à des financements privés sous forme de montages déconsolidants pourraient être une réponse possible.

Le mode de réalisation est également une problématique importante. La France s'est singularisée par des initiatives originales et efficaces. La Société du Grand Paris est un exemple de structure de portage d'un grand projet, dotée de recettes propres notamment fiscales et d'équipes de maîtrise d'ouvrage. Les grands projets d'infrastructures de transports dans les territoires pourraient s'inspirer de ce mode de réalisation. Le plan THD (Très Haut Débit) est un autre exemple pertinent d'impulsion et de gestion de projets qui a permis d'accélérer les investissements notamment en fibre sur une large partie du territoire.

Le recours à des partenariats publics privés peut être une solution pour accélérer la réalisation des projets, tenir les calendriers, les budgets et maîtriser les risques. La France a une longue histoire avec le modèle de la concession de service public qui s'est exporté à l'international. Les marchés de partenariat ou montages assimilés peuvent également être très utiles.

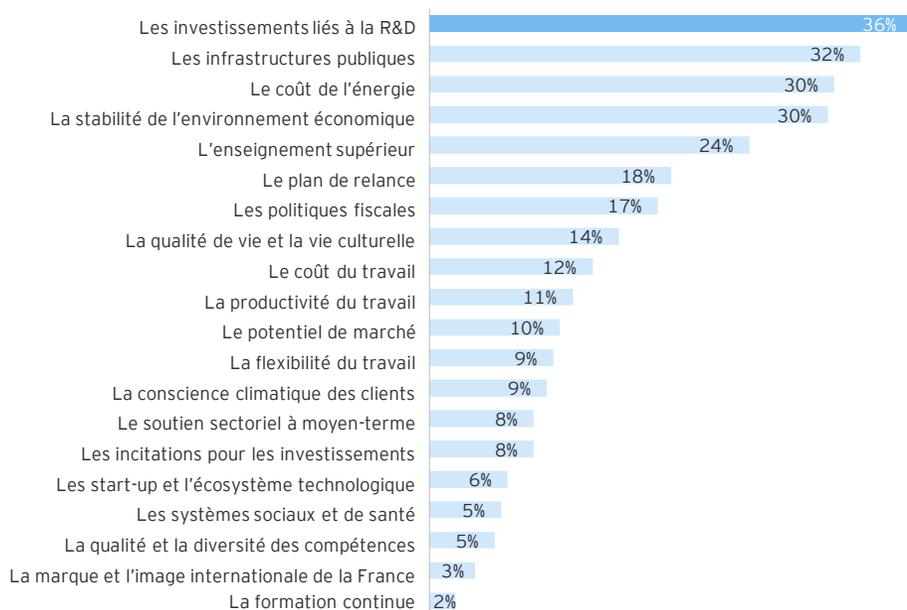
Ainsi, bien pensées, financées et réalisées, ces infrastructures répondront aux besoins de notre vie économique et du quotidien, tout en contribuant à la croissance d'un secteur qui porte haut les couleurs de la France dans le monde.

LES DONNÉES EY

La compétitivité-coût reste un enjeu considérable, au moment où se joue une bataille pour attirer plus d'investissements industriels

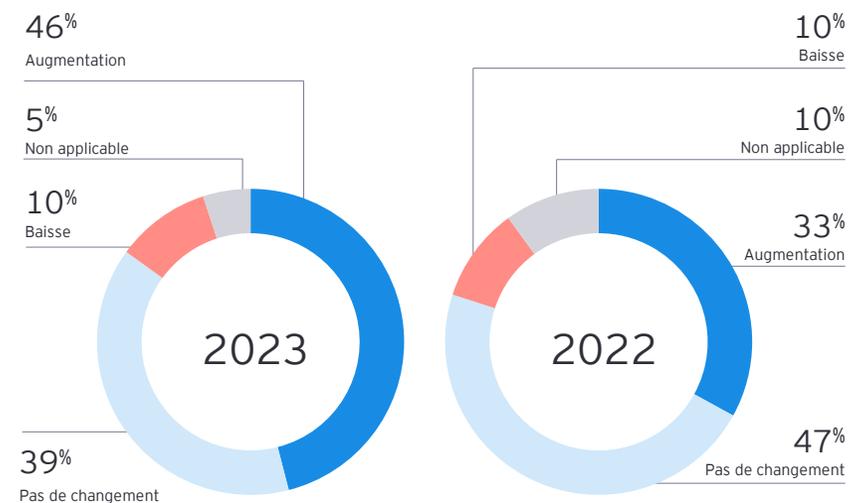
Notre enquête souligne l'importance et la variété des critères de compétitivité ayant un impact direct sur le coût, la profitabilité des opérations et, in fine, la rentabilité des investissements réalisés en France. De l'énergie au travail, des programmes de relance ou de soutien à l'innovation, des instruments fiscaux ou financiers, les dirigeants soulignent que la France doit continuer à améliorer sensiblement son coût.

AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES, QUELS FACTEURS SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER POSITIVEMENT VOTRE DÉCISION D'INVESTIR EN FRANCE ? (JUSQU'À TROIS RÉPONSES POSSIBLES)



46% des dirigeants interrogés par EY envisagent d'accroître leurs capacités de production en France au cours des trois prochaines années. À pareille époque, l'année passée, ils n'étaient « que » 33% à envisager cette éventualité.

DANS LES TROIS PROCHAINES ANNÉES, S'AGISSANT DES SITES DE PRODUCTION, COMMENT PENSEZ-VOUS MODIFIER VOTRE PRÉSENCE EN FRANCE ?



Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'AVIS DES EXPERTS EY



Fabien Piliu

Content Lab Team, EY



Laure Sansonetti

Associée, EY



Adel Ouederni

Associé, EY

“ Si l'on veut être plus compétitif, il faut que l'exécutif et les citoyens partagent une ambition commune

Redresser notre compétitivité est la mère des batailles car elle intègre l'ensemble des problématiques auxquelles la France doit faire face, qu'elles soient industrielles, technologiques, territoriales, sociales, environnementales ou qu'elles relèvent des compétences.

Depuis 2008, beaucoup de chemin a été parcouru pour redresser la compétitivité-prix et hors-prix tricolore. Ces efforts paient, en témoignent notre résilience face aux soubresauts de l'Histoire, qui se traduit dans les résultats du Baromètre EY de l'Attractivité.

De nouveaux chantiers doivent être lancés pour rester dans la course. Simplification administrative, coût du travail, innovation, enseignement, les défis ne manquent pas.

Mais comment les financer quand les comptes publics sont exsangues ? Le poids de notre dette et la remontée des taux d'intérêts excluent désormais le recours à l'endettement. Si Bercy ne se trompe pas, la charge de la dette atteindra 71,2 milliards d'euros en 2027, devenant la première dépense budgétaire de la France. L'impôt ? Le contexte social rend l'option compliquée.

Comment gagner des marges de manœuvre budgétaires ?

On l'a vu lors du conflit sur les retraites, le « en même temps » a ses limites. Au nom de la rigueur, l'exécutif ne peut pas tout faire à moins de mécontenter une large part de la population. Ce qu'il donne, en soutenant le pouvoir d'achat par exemple, il ne peut le reprendre pour redresser la Sécu.

Une autre solution existe : créer des emplois.

Abaisser le taux de chômage à 5% en 2027, comme le souhaite l'exécutif, est ambitieux, mais augmenter le taux d'emploi et le taux d'activité, en particulier des jeunes et des seniors, plus exclus en France qu'ailleurs du marché du travail, serait bien plus utile. Si la France avait eu les mêmes ratios que l'Allemagne dans ces deux domaines en 2022, ce n'est pas un déficit budgétaire de 5% du PIB, mais un excédent de 1% qu'elle aurait affiché. Avec un tel trésor de guerre, affronter l'avenir serait bien plus facile.

“ La France a encore du chemin à faire pour renforcer sa compétitivité industrielle à l'échelle de chaque territoire

L'ambition énoncée par le Président de la République le 11 mai 2023 est claire : accélérer la réindustrialisation de la France.

La pandémie de Covid-19 et ses répercussions ont poussé à un changement de paradigme en matière de schémas industriels et logistiques. Plus que jamais, les stratégies qui les définissent donnent une place importante à la résilience, à la continuité, à la souveraineté pour certains produits ou à l'impact environnemental.

La régionalisation des schémas industriels et logistiques devient ainsi une tendance dont il faut profiter pour la réindustrialisation en France. Ceci ne peut se faire que d'une manière intégrée dans notre écosystème européen et méditerranéen car c'est ainsi que les investisseurs raisonnent.

À cet égard, la France a des atouts majeurs en termes de compétitivité énergétique et décarbonée. Cependant, elle a encore du chemin à faire pour rattraper sa compétitivité industrielle et renforcer l'ensemble des facteurs (compétences, infrastructures, fiscalité, etc.) qui lui permettront d'atténuer les effets de l'IRA et d'autres formes de concurrence.

Par ailleurs, il s'agit de penser des politiques publiques adaptées pour répondre aux défis propres à chaque territoire afin de concilier souveraineté, développement économique et soutenabilité.

Cette production de richesses par les territoires passera par des solutions propres à chacun d'entre eux. En voici quelques-unes :

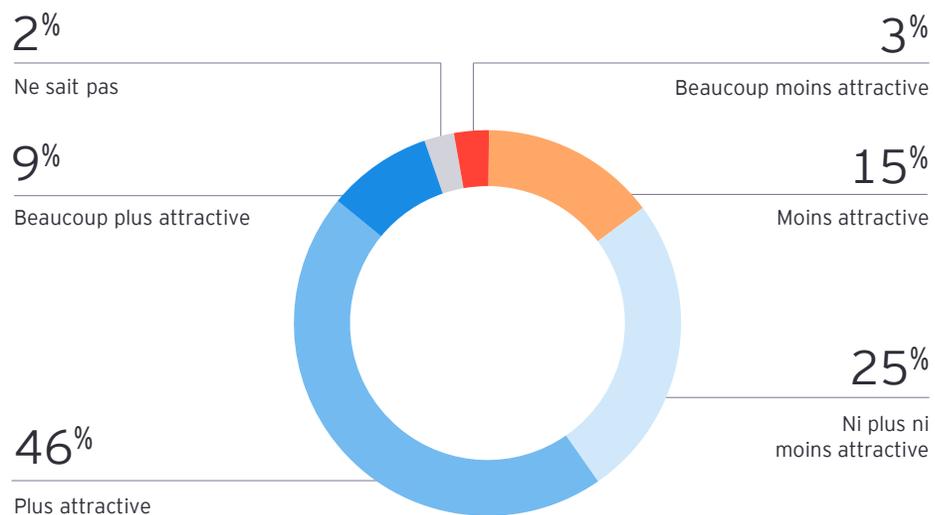
- ▶ Recenser et réhabiliter les friches pour des projets industriels afin de concilier l'objectif de ZAN à horizon 2050 et la nécessité de recréer des usines
- ▶ Lever les freins au recrutement et développer les compétences dans nos territoires industriels pour que les entreprises accèdent aux compétences dont elles ont besoin
- ▶ Préserver les savoir-faire locaux pour que les territoires deviennent des écosystèmes d'innovation ambitieux
- ▶ Accélérer la transition écologique et énergétique partout, non seulement dans les grandes priorités et programmes nationaux, mais aussi par les efforts et la créativité des écosystèmes locaux

LES DONNÉES EY

La France est progressivement devenue une destination « fiscalement plus attractive » pour les investisseurs étrangers

Ce résultat est notamment le fruit des réformes fiscales réalisées ces dernières années (abaissement du taux de l'IS à 25%, réduction des charges sociales, baisse des impôts de production). Notons cependant que ces réformes méritent d'être mieux valorisées hors de nos frontières. Seuls 38% des dirigeants dont l'entreprise n'est pas implantée en France considèrent la France comme une destination fiscalement attractive (vs. 63% pour ceux qui sont présents dans l'Hexagone).

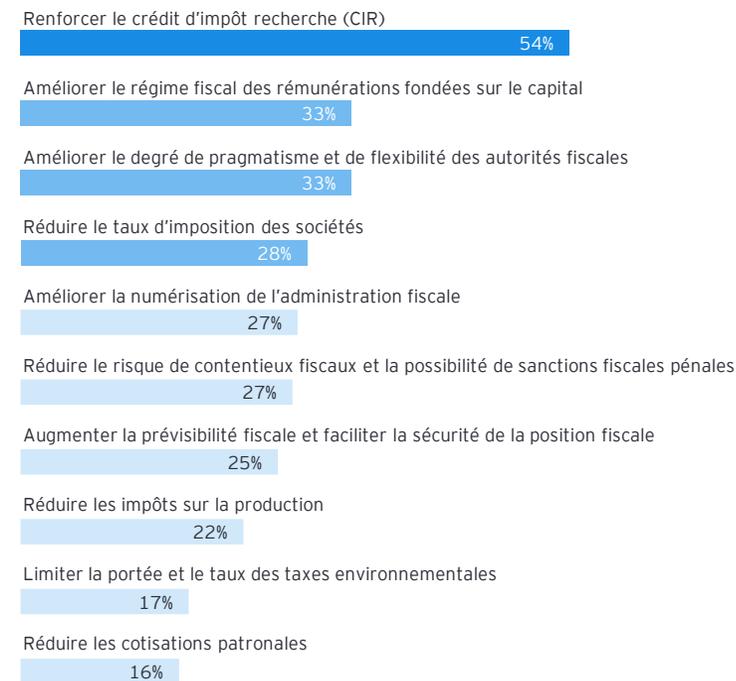
EN MATIÈRE DE FISCALITÉ, LA FRANCE EST-ELLE UNE DESTINATION PLUS ATTRACTIVE QUE LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?



Le maintien du CIR reste un point d'alerte, de même que la fiscalité des rémunérations sur le capital et la réactivité de l'administration

Selon les investisseurs étrangers, la priorité du gouvernement en matière fiscale doit être le renforcement du CIR, dispositif parmi les plus efficaces en Europe pour soutenir l'innovation. Ils sont également 33% à plaider pour l'amélioration, à la fois, du régime fiscal des rémunérations fondées sur le capital et du degré de pragmatisme et de flexibilité des autorités fiscales.

AFIN D'AMÉLIORER L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS EN MATIÈRE DE FISCALITÉ ? (JUSQU'À TROIS CHOIX POSSIBLES)



Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'AVIS DES EXPERTS EY



Jean-Pierre Lieb

Avocat Associé, EY Société d'Avocats

“ En matière de fiscalité, la France doit pouvoir incarner célérité, sécurité et pragmatisme

Sur le plan fiscal, la France a su se réformer pour réduire l'écart avec ses principaux concurrents, que sont l'Allemagne et le Royaume-Uni. D'abord, notons que la pression sur les entreprises a diminué ces dernières années. En abaissant notamment le taux d'imposition sur les sociétés à 25%, en ligne avec la moyenne européenne, la France s'est résolument engagée sur un chemin baissier.

Ensuite, même si des progrès sont encore à effectuer, soulignons que la manière d'appréhender la question fiscale, ces dernières années, a été de nature à (re)donner confiance aux investisseurs. Le législateur et l'administration fiscale se sont attachés à recréer des conditions propices à une telle relation : reconnaissance du droit à l'erreur, programmes d'accompagnement des grandes entreprises, renoncement aux « têtes à queues » fiscaux destructeurs de prévisibilité... Enfin, la stabilité de la norme fiscale a permis de créer un environnement sécurisant pour les entreprises étrangères.

Quels leviers activer, désormais ?

Taux minimum d'imposition sur les sociétés, convergence sur les niveaux d'assiette, les possibilités de se démarquer, en Europe, sur le plan fiscal sont de moins en moins nombreuses. Dans ce contexte, la qualité des rapports entre l'administration fiscale et les contribuables sera déterminante dans la compétition au cours des prochaines années. À ce titre, la France peut encore faire mieux, que ce soit dans les modalités de gestion de l'impôt, dans l'accueil des investisseurs étrangers ou dans les délais de traitement des dossiers, encore trop longs.

Ainsi, parmi les principaux mots d'ordre pour exister dans le jeu fiscal des années à venir : fiabilité, célérité, pragmatisme et sécurité. Pour incarner ces grands principes, et montrer son volontarisme, la France devra redoubler d'efforts et consacrer davantage de moyens humains et financiers.

“ La France doit construire un plan d'urgence pour attirer plus de sièges sociaux

S'agissant des quartiers généraux, la France souffre de plusieurs handicaps rédhibitoires par rapport à ses concurrents directs :

Tout d'abord au regard de la fiscalité applicable aux quartiers généraux eux-mêmes : le régime fiscal français de participation-exemption en matière de dividende et de fiscalité des plus-values à long terme est plus complexe et plus coûteux que celui de nos partenaires. Par ailleurs, le manque de clarté des autorités françaises sur ce que devrait être la juste rémunération en matière de prix de transfert des fonctions localisées dans les quartiers généraux accentue davantage les réticences des investisseurs à s'implanter en France.

Ensuite, au regard du traitement fiscal et social des dirigeants et collaborateurs de ces structures. Le régime des impatriés est un outil puissant, mais il ne suffit pas à lui seul à attirer les projets d'implantation. À cet égard deux points de faiblesse criants sont à souligner.

- ▶ D'une part et de manière générale, le coût du travail élevé résultant de taux horaires et de charges sociales significativement supérieures à celles supportées dans d'autres pays associé à un manque persistant de flexibilité de règles sociales, notamment dans la gestion des emplois et le cas échéant des licenciements ;

- ▶ D'autre part, l'absence de régime de faveur compétitif s'agissant de la fiscalité des bonus ou des revenus exceptionnels liés à la performance ou à l'intéressement capitalistique, accentuée par l'instabilité jurisprudentielle récente sur le sort à réserver aux "management packages" et l'activisme récent de l'administration en matière de contrôle qui en découle.

Enfin, l'absence de stratégie d'attractivité claire en la matière illustrée par l'inexistence d'un interlocuteur unique chargé de la promotion de la France sur ce terrain et capable de sécuriser le régime fiscal et social applicable tant à la structure juridique porteuse des fonctions de quartier général qu'aux dirigeants et collaborateurs de ceux-ci.

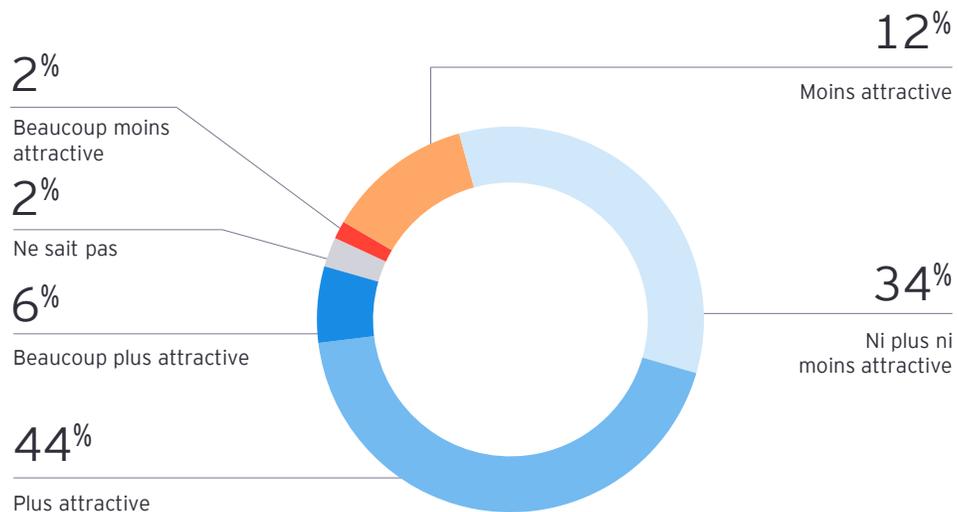
Si l'on souhaite dupliquer le succès constaté autour des fonctions de R&D, les déterminants sont les mêmes : consensus politique, stabilité et clarté de la norme, mieux-disant des déterminants des assiettes fiscales et sociales et alignement des administrations sur cet objectif assumé.

LES DONNÉES EY

La France peut se rêver en leader de transition écologique et les dirigeants tracent la voie d'une France verte, plus décarbonée et plus entrepreneuriale

50% des dirigeants interrogés estiment que la France est plus attractive que ses principaux concurrents en matière de durabilité. Décarbonation, entrepreneuriat vert, financement, compétences, réglementation et énergies renouvelables sont au programme de cette ambition stratégique pour la France.

EN MATIÈRE DE DURABILITÉ, LA FRANCE EST-ELLE UNE DESTINATION PLUS ATTRACTIVE QUE LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?



S'AGISSANT DES FACTEURS SUIVANTS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT, COMMENT JUGEZ-VOUS LA PERFORMANCE DE LA FRANCE EN COMPARAISON AVEC LES AUTRES PAYS DANS LESQUELS VOUS ENVISAGEZ D'INVESTIR ?

La part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique



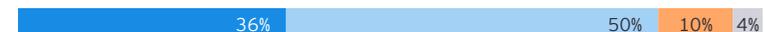
La présence d'une réglementation encourageant les pratiques vertueuses des entreprises



La présence d'une main d'œuvre qualifiée sur la transition durable



La présence de fonds pour financer les projets de transition durable



Un écosystème innovant de cleantechs et de start-up



Le potentiel de décarbonation des chaînes industrielles



Plus performante Aussi performante Moins performante Ne sait pas

Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'AVIS DES EXPERTS EY

**Jérémie Haddad**

Associé, EY

“ La France peut rester un modèle pour le monde en matière d'électricité décarbonée et compétitive

Cinquante ans après le premier choc pétrolier, la guerre en Ukraine et les frimas de l'hiver nous ont rappelé à quel point la fourniture d'une énergie fiable et souveraine doit être au cœur de nos préoccupations. Énergie fiable et souveraine, donc, mais aussi, énergie décarbonée. Il n'y aura pas de transition écologique sans transition énergétique. Transports, chauffage, production industrielle, l'électrification des anciens usages fossiles est désormais le sens de l'histoire. À ce titre, le récent rapport de RTE est clair : de 25% en 2022, l'électricité doit passer à 55% de l'énergie consommée en 2050.

Tout l'enjeu des années à venir est d'accompagner cette hausse de demande en électricité et d'en garantir la qualité de sa fourniture dans la durée. Dans ce nouveau paradigme, le nucléaire constitue une véritable opportunité dont il serait absurde de se priver. La France, elle, a une carte à jouer. Notre maîtrise de l'atome sera primordiale à l'heure où l'Europe perd des capacités de production - fermetures de centrales à charbon, de centrales nucléaires en Allemagne et en Belgique, etc.

En ce sens, saluons le consensus politique autour de la relance de notre filière nucléaire, trois ans seulement après la mise à l'arrêt définitive du réacteur numéro un de la centrale de Fessenheim. Dessinée par le discours de Belfort d'Emmanuel Macron en février 2022 et concrétisée par le projet de loi adopté par une large majorité parlementaire le 16 mai dernier, celle-ci passera par la simplification des démarches administratives, la suppression des objectifs de 2015 de ramener le nucléaire à 50% du mix énergétique, et la construction de six nouveaux réacteurs pressurisés européens (EPR) à l'horizon 2035.

Au passage, pour le lecteur non-averti, rappelons qu'au moment où nous souhaitons réindustrialiser le pays, la relance de la filière nucléaire devrait profiter à des entreprises françaises, telles que Orano, Framatome ou encore Alstom, contribuer à la création d'emplois sur nos territoires et permettre de résorber une partie de notre déficit commercial.

Cette inflexion politique fait néanmoins face à d'immenses défis, qu'il conviendra de relever si nous souhaitons rester un modèle pour le monde en matière d'électricité décarbonée et compétitive. Le plus important d'entre eux est, sans aucun doute, celui des compétences. En pleine crise énergétique, la gestion des cas de corrosions sous contrainte et les visites décennales des centrales existantes ont souligné la tension existante en matière d'ingénieurs mais aussi de techniciens (soudeurs, etc.) très qualifiés. S'il n'est pas réglé, il handicapera lourdement la relance de la production nucléaire tricolore. Commençons par changer certaines mentalités ! Cessons de dédaigner les métiers manuels. Sans des soudeurs de haut niveau, nous devons continuer à faire appel à l'étranger pour lutter contre la corrosion sous contrainte de nos centrales.

Le nucléaire, certes, mais pas seulement ! Répondre au défi énergétique du 21e siècle passe aussi par la réussite de différentes promesses technologiques. Il n'existe pas de baguette magique dans ce domaine, mais différents chantiers scientifiques en cours nous suggèrent les potentielles énergies de demain : réutilisation de la chaleur fatale dans les bâtiments et les usines, énergie osmotique grâce aux flux d'eau douce et d'eau salée dans les estuaires, minicentrales nucléaires ou SMR qui pourraient être productibles en série et moins dispendieuses. Même si elles ne sont pas encore matures, ces technologies sont porteuses d'espoir et méritent que l'on parie dessus.

L'AVIS DES EXPERTS EY

**Alexis Gazzo**

Associé, EY

“ La France doit saisir les opportunités industrielles de la transition énergétique et écologique et faire des paris gagnants sur les secteurs les plus prometteurs demain

La France a des objectifs très ambitieux en matière de transition écologique. Après des années d'hésitations et parfois d'atermoiements, la volonté politique est là, dictée, il est vrai par les urgences environnementales et la prise de conscience citoyenne. La loi climat et résilience du 22 août 2021 qui a pour objectif de réduire de moitié le rythme d'artificialisation nouvelle entre 2021 et 2031 par rapport à la décennie précédente et d'atteindre d'ici à 2050 une artificialisation nette de 0% (ZAN) témoigne de cet engagement fort de la France pour devenir un acteur majeur des transitions écologiques.

Mais de l'intention à la réalisation, le chemin peut être long. Dans ce contexte, le rôle de l'exécutif est essentiel. Il doit être le garant de la bonne exécution de la stratégie mise en place, tout en impliquant les parties prenantes concernées - publiques et privées - pour atteindre les objectifs fixés. Les leviers à sa disposition sont connus : ils sont fiscaux, réglementaires ou normatifs. Ils sont aussi administratifs. Comme elle a su le faire sur les sujets de la fiscalité, du droit du travail ou sur celui du coût de la main-d'œuvre, la France doit parvenir à changer son image auprès des investisseurs dans le domaine de la simplification administrative. Il y a encore beaucoup de chantiers à mener pour effacer ce point noir. Les projets doivent aller plus vite en France, au moins aussi vite qu'ailleurs !

Employés à bon escient, en favorisant le financement de l'innovation et de la prise de risque, ces leviers doivent permettre à nos pépites du « renouvelable » de changer d'échelle, de passer du « lab » au « fab », d'assurer non seulement la production mais aussi la distribution des

énergies renouvelables pour contrôler l'intégralité de la chaîne de valeur. Plus globalement, actionner ces leviers doit permettre à la France de devenir encore plus compétitive et encore plus attractive pour attirer les capitaux, mais aussi les talents dont la France a besoin dès aujourd'hui pour construire de nouvelles filières industrielles « vertes ». L'enjeu est de taille et la concurrence est rude. Bien souvent cités, sinon montrés du doigt pour la concurrence qu'ils nous imposent, les États-Unis ne sont pas notre seul rival dans ce domaine. Les pays européens, mais également la Chine et l'Inde mettent des moyens considérables pour devenir les leaders de demain de la révolution verte.

Construire un écosystème puissant dans le renouvelable n'est pas un simple coup à jouer. Une simple marotte des années 2020. Au regard des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques d'aujourd'hui mais surtout de demain, seuls des acteurs tricolores puissants, forts de leurs compétences, de leurs ressources financières et technologiques pourront permettre à la France de répondre à ses besoins, à ses ambitions. Seuls des acteurs puissants pourront prendre des paris et des risques dans des secteurs prometteurs tels que l'hydrogène, l'éolien flottant ou le solaire organique par exemple, permettant à notre pays de conserver son rang de grande puissance industrielle souveraine. Et, pourquoi pas, de construire le monde d'après-demain.

L'AVIS DES EXPERTS EY



Famke Krumbmüller

Directrice associée, EY

“ Aucun pays en Europe ne pourra s'engager seul dans les défis de 2030

Avec la guerre à nos portes et dans un contexte de tensions géopolitiques globales, la France doit s'appuyer sur une Europe plus forte, plus cohérente, en renforçant les institutions, les politiques et les marchés qui l'unissent, lui permettant de prendre des décisions importantes en toute indépendance, dans l'intérêt des citoyens européens... et français.

Seule une Europe unie sera en mesure de faire face aux prochaines tensions mondiales. En se coordonnant avec les alliés internationaux pour renforcer et construire, ensemble, les cadres mondiaux de coopération politique et commerciale nécessaires pour les nouvelles technologies de rupture. En construisant de réelles politiques industrielles communes, agiles et compréhensibles pour les entreprises, et en agissant sur la réglementation des nouvelles technologies. À ce titre, l'intelligence artificielle représente un premier défi - et une première opportunité - de travailler ensemble et au sein du partenariat transatlantique.

Les industriels nous disent que jamais ils n'ont eu à prendre autant de décisions pour réorganiser leurs implantations mondiales. L'*Inflation Reduction Act* (IRA) influence déjà les arbitrages dans plusieurs secteurs stratégiques, comme l'énergie, l'automobile ou les industries vertes, et il va remodeler durablement la concurrence transatlantique en matière d'investissements internationaux. L'IRA pourrait, selon les premiers calculs de la Commission européenne, priver l'Europe de plus de 25 milliards d'euros

d'investissements. Une réponse rapide, coordonnée et forte de nos décideurs européens et nationaux est indispensable.

Dans le même temps, la France et l'UE devront poursuivre et renforcer leurs efforts pour promouvoir la coopération diplomatique et économique avec le Sud global et surtout les "swing states", c'est-à-dire des pays comme l'Inde, le Brésil ou la Turquie, qui tentent de rester "neutres" en ne s'alignant pas expressément avec l'UE et les US, d'une part, ou la Chine, de l'autre. Ce n'est qu'en nouant davantage d'alliances à travers le monde que l'UE et la France pourront promouvoir leur vision de la démocratie libérale et du respect des droits de l'homme, tout en bâtissant des opportunités de croissance et transformation économiques. En effet, les matières premières et les ressources de ces pays sont cruciales pour les objectifs de l'Europe en matière de transition verte et numérique.

Si ces dernières années ont vu se multiplier les séquences de cavalier seul - entre le Brexit, les contestations sur la nouvelle taxonomie européenne ou les virulentes oppositions sur le plan de relance, cette période de défis géopolitiques nous rappelle aussi l'incapacité d'un pays à défendre seul sa souveraineté tout comme sa croissance. Pour faire face à l'imprévisibilité des crises mais aussi préparer l'Europe de 2030, l'heure est donc à la réponse commune en faveur du « *Invest in Europe* » !



Bertrand Régnier

Associé, EY

“ Renouveler le récit français loin de nos frontières

Depuis la Chine, l'Inde, les États-Unis ou le Brésil, la France peine parfois à se démarquer vis-à-vis de ses principaux concurrents européens, les investisseurs ayant d'abord une vision régionale *at large* de l'Europe. Des efforts de pédagogie, d'impact, de clarté sont encore nécessaires afin que la France soit plus souvent considérée et plus rapidement référencée par les entreprises qui cherchent à investir en Europe.

L'Hexagone, berceau de l'art, de la culture et du romantisme, leader mondial du luxe et du tourisme, peut aussi faire valoir son savoir-faire et ses atouts économiques indéniables dans l'économie du moment et celle de demain. Mettons ces nouveaux atouts et ces nouveaux atours davantage en avant. La France est une terre d'innovation. Son système éducatif de renommée mondiale présage d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Ses infrastructures et sa centralité européenne offrent un accès rapide aux marchés élargis du Continent mais aussi d'Afrique. En matière d'industrie, ses territoires foisonnent de savoir-faire et le font mieux savoir.

De manière ambitieuse, et forte de son énergie décarbonée, la France s'est engagée sur le chemin de la transition écologique. Cela résonne particulièrement parmi les entreprises étrangères de plus en plus sensibles à l'impact environnemental et aux territoires alignés avec leurs propres ambitions.



Fabrice Reynaud

Associé, EY

Changeons encore le regard que les dirigeants et les médias internationaux peuvent avoir sur notre pays. La France est trop souvent perçue comme un pays « risqué », à la fiscalité lourde, au coût du travail élevé. Là encore, même si des progrès significatifs ont été accomplis, mettons davantage en lumière la dynamique plutôt que la comparaison à un instant T.

Dans notre manière de communiquer et dans nos arguments, soyons au plus près des exigences fondamentales et aux attentes nouvelles des entreprises. Leurs modèles économiques, leurs besoins, leurs préoccupations changent en permanence. Les critères d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'hier et se transforment à vitesse accélérée.

Enfin, nous devons capitaliser sur la confiance retrouvée, mais celle-ci reste fragile et soumise aux arguments de nos concurrents. Lisibilité, stabilité et sécurité sont des facteurs aussi importants que le niveau des engagements. Si les gouvernements se succèdent, les mesures doivent conserver la même tonalité et se garder des changements de cap que nos compétiteurs saisiront dès qu'ils en auront l'occasion.

Ainsi, la France internationale, loin de ses frontières, dans un monde en perpétuel renouvellement, frappera juste et parviendra à attirer les talents, les capitaux et les technologies qui comptent.

L'AVIS DES EXPERTS EY



Virginie Lefebvre-Dutilleul

Avocat Associée, EY Société d'Avocats

“ Simplifier, expliquer, évaluer afin de rapprocher les contraintes des entreprises et celles de l'action publique dans les domaines réglementés

Au regard des secteurs réglementés tels que la santé ou l'énergie, il est évident que les entreprises comparent les systèmes réglementaires et fiscaux nationaux, et sont très attentifs à la surtransposition, à l'édiction de nouvelles règles, à leur application locale. Tour d'horizon des recommandations des entreprises appartenant aux secteurs les plus soumis à la norme, à la réglementation et aux décisions des autorités françaises ou européennes :

- Mettre en place, dans les secteurs qui s'y prêtent tels que celui de la santé, une politique de prix soutenable pour les industriels, pour les produits matures comme pour les produits innovants.
- Faire converger chaque fois que possible la réglementation française avec la réglementation européenne pour offrir un cadre réglementaire simplifié et unifié.
- Se doter de moyens percutants pour retenir les investissements industriels des groupes français, à l'instar de ce qui est proposé pour les investisseurs étrangers.
- Développer une culture de confiance entre les autorités et les industriels pour construire ensemble les réponses aux enjeux cruciaux de leur secteur.

- Réduire la bureaucratie et simplifier les procédures administratives pour les entreprises industrielles afin de faciliter leur installation, leur expansion et leur fonctionnement, accélérer les délais de traitement, numériser les processus pour rendre l'interaction avec les administrations plus efficace et moins contraignante.
- Mettre en place un cadre fiscal compétitif et attractif pour les industriels peut encourager l'investissement et la croissance.
- Réduire la complexité des normes et des réglementations industrielles peut aider les entreprises à se conformer plus facilement aux exigences légales et à favoriser l'innovation. Cela nécessite d'harmoniser et de simplifier les réglementations, tout en maintenant les normes de qualité et de sécurité.

Ainsi nous pourrons et nous parviendrons à simplifier ce qui peut l'être, expliquer notre complexité française et européenne, dire que les règles et la capacité à concourir sont au moins équivalentes et souvent plus compétitives ici qu'ailleurs.



Guéric Jacquet

Associé, EY-Parthenon

“ Accélérer la transformation publique pour faire de la France un pays moteur des réformes au service de son attractivité

Le redressement de l'attractivité de la France pour les investisseurs internationaux est en partie lié à l'image projetée à l'étranger d'un pays volontariste et engagé dans une dynamique de réformes. Cette énergie est aujourd'hui attendue pour engager une nouvelle série de transformations au service de l'efficacité des services publics, permettant de faciliter la vie des entreprises et d'accroître cette dynamique.

L'enjeu à court terme est d'engager un nouveau plan de simplification pour permettre aux entreprises de réaliser leurs projets plus facilement et plus rapidement, sur le modèle des textes dérogatoires pour les industries vertes. La France est en effet classée 65e pays au monde en matière de complexité administrative par le Forum économique mondial, ce qui représenterait un coût de 3 à 4% du PIB. La fixation par exemple d'un objectif de réduction de 10% par an du stock de normes par ministère, piloté par les équipes de Maignon, donnerait un signal fort.

Cet engagement pourrait s'appuyer sur au moins trois leviers de moyen terme. D'abord, en accélérant l'évolution de la culture administrative française afin de la rendre plus « facilitante » et moins « contrôlante ». Concrètement, cet axe doit aboutir à mieux répartir les compétences entre les acteurs publics afin que celles-ci soient plus lisibles et claires

pour les entreprises. En effet, l'enchevêtrement des compétences entre échelons centraux et déconcentrés, collectivités locales et établissements publics crée une incertitude sur la capacité à décider et réaliser des projets de soutien aux entreprises, tout autant françaises qu'étrangères.

Par ailleurs, comme le Président Macron l'a proposé lors de son discours du 11 mai 2023, il s'agit de piloter davantage les dossiers par les délais et, pour cela, de mettre en place autant que possible des guichets uniques pour les entreprises mobilisant des interlocuteurs dédiés, en développant les dérogations locales quand c'est pertinent et un appui renforcé des DREAL au développement économique.

Enfin, et malgré les améliorations sensibles de ces dernières années, il semble important de rassurer les investisseurs internationaux sur la capacité du pays à améliorer le dialogue social, le marché du travail et le poids de la composante RH dans la compétitivité-coût de la France. L'enjeu est, comment le relève notre baromètre, d'accroître le contenu en emplois des investissements par une réduction de la charge administrative, une amélioration de la lisibilité et de l'applicabilité des procédures collectives et, enfin, d'alléger le poids et la complexité des charges sociales pesant sur le coût du travail.

Contact



Marc Lhermitte

Associé - Ernst & Young
Advisory
+33 6 08 87 97 39
marc.lhermitte@fr.ey.com

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2023 Ernst & Young Advisory
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2302BMC031-08
SCORE N°2023-051
ED NONE

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr